



Un rapport de Human Right Watch (HRW) dénonce une « faible transparence pour les prêts d'urgence Covid-19 ». Quatre pays dont le Cameroun sont épinglés.

Entre janvier et mars 2021, des experts ont analysé les rapports produits par ces Etats notamment par le gouvernement du Cameroun.

Le Cameroun n'a publié presque aucune information de ses dépenses Covid-19, Pour obtenir un deuxième prêt du FMI, le gouvernement a publié des informations sur les contrats (mais pas les contrats eux-mêmes), y compris des informations sur les bénéficiaires effectifs, ont déclaré mardi, Human Rights Watch et Transparency international.

En conséquence, il est difficile pour le public d'avoir une traçabilité, de suivre les dépenses du gouvernement en Covid-19, d'identifier la corruption potentielle ou de déterminer si la privation potentielle des droits fondamentaux liés à la pandémie est en train d'être résolue, ajoute le rapport.

Depuis mars 2020, le FMI a fourni une aide financière d'environ 108 milliards de dollars américains à 85 pays pour soutenir leurs efforts à la pandémie. Le 4 mai 2020, le Cameroun a bénéficié de 226 millions de dollars (soit plus de 126, 4 milliards FCFA) de Facilité de Crédit Rapide et le 21 octobre de la même année, le pays recevait une deuxième tranche de 156

millions de dollars (soit plus de 87,2 milliards FCFA).

Le FMI avait exigé des engagements de transparence. Mais certains gouvernements ont modifié les règles des marchés publics. « L'appel du FMI aux gouvernements pendant la pandémie de dépenser autant que vous le pouvez mais de conserver les reçus a montré une préoccupation pour les risques de corruption », a déclaré Sarah Saadoun, chercheuse principale en affaires et droits humains à Hrw. TI a également mené une enquête sur la gestion de ces ressources du FMI.

Soupçons de malversations

Face à l'enrichissement rapide des personnels du ministère de la Santé publique impliqués dans la gestion des fonds Covid-19, Jean Michel Nintcheu, député du Social Democratic Front (SDF, parti d'opposition) avait dénoncé une gestion « opaque » et des détournements massifs de fonds. A sa suite, les Ong ont exigé plus de transparence dans les gestions des fonds alloués à la lutte contre le Coronavirus.

En dehors des fonds alloués par le FMI et la Banque Africaine de Développement (BAD) à la lutte contre le Coronavirus, des entreprises locales et des particuliers ont contribué dans le fonds de Solidarité nationale mis sur pied par le président Biya. Les chiffres publiés par Manaouda Malachie, le ministre de la Santé publique sur la gestion de ces fonds, continuent de susciter la controverse. Un rapport d'audit sur la gestion des fonds Covid-19 avait été instruit par le chef d'Etat camerounais en décembre 2020. Aucune information dudit rapport, n'a encore été rendue publique.

Avec Koaci
